

Affaire suivie par : François DONNY
Unité interdépartementale Nièvre/Yonne
Pôle Risques accidentels
Tél : 03 39 59 67 54
Courriel : françois.donny@developpement-durable.gouv.fr
N/réf. : 240567

Nevers, le 11 décembre 2024

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Actualisation de l'arrêté d'autorisation du site Syensqo – Specilty Operations France situé sur la commune de CLAMECY

P J : Projet d'arrêté préfectoral actualisant le tableau de classement du site

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

1 - DESCRIPTION DE LA DEMANDE

1.1 - Identité du demandeur

Raison sociale	SPECIALTY OPERATIONS FRANCE
Forme juridique	SAS
SIRET	922031505
Siège social	9 rue des Cuirassiers – Immeuble Silex 2 – 69003 LYON
Représentant	M. François PONTAIS, président

Le site de CLAMECY, exploité par SPECIALTY OPERATIONS FRANCE, filiale du groupe SYENSQO, produit des ingrédients chimiques de spécialité (résines, solvants, additifs) qui entrent dans la fabrication de produits de soins de la personne, de détergents, de peintures, de solvants biodégradables et de produits agrochimiques.

1.2 - Situation administrative actuelle

Les activités du site font l'objet de plusieurs arrêtés préfectoraux (dont des arrêtés complémentaires) :

- arrêté préfectoral n° 2007-P-1939 du 11 avril 2007 autorisation l'exploitation des installations de chimie fine,

- arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-P-1983 du 14 août 2009,
- arrêté préfectoral complémentaire n° 2010-P-1732 du 9 juillet 2010,
- arrêté préfectoral complémentaire n° 58-2018-03-09-001 du 9 mars 2018,
- arrêté préfectoral complémentaire n° 58-2023-06-21-00005 du 21 juin 2023 portant transfert de l'autorisation d'exploiter à la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE.

Le site relève de la directive Seveso (seuil haut) sur les risques majeurs et de la directive IED sur les émissions polluantes.

2 – LA NÉCESSITÉ D'ACTUALISER LE TABLEAU DE CLASSEMENT

2.1 – Le contexte

La directive Seveso 3 du 4 juillet 2012, de laquelle relève le site, a conduit à modifier la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement à partir de 2016. L'exploitant a à ce titre transmis une déclaration d'antériorité du 14 décembre 2015, référencée DK915/2015, qui n'a pas donné lieu à une actualisation du tableau de classement du site, qui ne comporte pas les rubriques Seveso ni IED.

Le site relève également de la directive IED au titre des rubriques IED 3410 et 3420 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'évolution récente de cette directive impose de rendre disponible au 1^{er} janvier 2025 un texte recensant l'ensemble des rubriques et prescriptions opposables au site au titre de la protection de l'environnement. Ce texte sera établi de façon automatisée sur la base de vos arrêtés préfectoraux, disponibles sur Georisques.

Pour répondre à ces obligations européennes, il est donc nécessaire d'actualiser le tableau de classement pour qu'il comporte les rubriques Seveso et IED actualisées.

L'exploitant a par ailleurs envoyé un courrier du 26 décembre 2023 demandant l'antériorité pour la rubrique 1436 (stockage de liquides de point éclair compris entre 60 et 93°C). Cette demande fait suite à un écart documentaire relevé lors de l'inspection du 14 décembre 2023.

La mise à jour du tableau a mis en évidence que le porter-à-connaissance du 11 mai 2017 notifiant une réduction d'activité n'avait pas été instruit.

La mise à jour du tableau a mis en évidence que le stock de formol de 25 t, mentionné dans l'arrêté d'autorisation de 2007 et dans l'EDD de 2018, n'avait pas été acté lors du changement de rubrique ICPE (changement de mention de danger) du formol en 2022.

2.2 – L'analyse de l'Inspection

Le stock de formol de 25 t, mentionné dans l'arrêté d'autorisation de 2007 et dans l'EDD de 2018, bénéficie d'une antériorité qui augmente de 25 t le tonnage de la rubrique 4120.2.

Par rapport au tableau de classement de son actuel arrêté d'autorisation du 11 avril 2007 modifié, les rubriques dont relève actuellement le site sont dans plusieurs situations :

- rubriques conservées sans modifications (le numéro de la rubrique a pu être modifié) : 1434.1b, 1434.2, 1450.1, 1510.2b, 1630.2, 2910.A2, 2925.1,
- rubriques conservées avec une augmentation de capacité non substantielle : 4716.1 arrondi de 14,8 t à 15 t ; 2921.1b qui reste en simple déclaration, passant de 450 à 537 kW,

- rubriques issues de la demande d'antériorité de 2015 : 1185.2a, 3410 (b,c,d,h,k), 3420 (b,c), 4110.2, 4120.2, 4120.1, 4130.2, 4130.1, 4140.2, 4140.1, 4510.1, 4511.1, 4330.1, 4331.2, 4411.2, 4440.2, 4441.2, 4722.2,

- rubrique dont l'antériorité est demandée pour 246,4 t par le courrier du 26 décembre 2023 : 1436.2 arrondi à 247 t.

La déclaration d'antériorité du 14 décembre 2015 propose une répartition des nouvelles rubriques sur les bases suivantes :

- liquides toxiques : 253,05 t autorisées pour le cumul des rubriques 1130, 1131 qui restent au même tonnage pour le cumul des rubriques 4110, 4120, 4130, 4140, en incluant 25 t de formol qui bénéficient de l'antériorité,
- substances toxiques pour les organismes aquatiques : 1 005 t autorisées en rubriques 1171, 1172, 1173 pour 497 t proposées en 1185, 4510, 4511, soit une baisse du tonnage global,
- liquides inflammables : 684 m³ autorisés en rubriques 1432, 1433 pour 755 t proposées en 4330, 4331, 4722,
- substances comburantes : 6 t autorisées en rubriques 1200 pour 21 t proposées en 4440, 4441, qui correspondent à une simple déclaration,
- substances auto réactives : non-autorisé pour 2 t proposées en 4411, qui correspondent à une simple déclaration.

Le porter-à-connaissance du 11 mai 2017 notifiant une réduction d'activité suite à l'arrêt de la production du Neolor et son remplacement par le Rhodacal est considéré non substantiel.

La lettre préfectorale du 7 juin 2023 actant un tonnage de 376,5 tonnes pour la rubrique 4510.1 dans le cadre du porté à connaissance de 14 mars 2022

Au vu des évolutions demandées en 2015, et de la baisse globale des tonnages autorisés, il est proposé d'acter que les quelques augmentations demandées sont non-substantielles.

3 - CONCLUSIONS

L'Inspection propose de signer l'arrêté complémentaire joint, sur lequel l'exploitant n'a pas émis de remarques, permet de répondre à cette obligation. Il acte également favorablement le porter-à-connaissance du 11 mai 2017 et les déclarations d'antériorité du 14 décembre 2015 et du 26 décembre 2023.

Cet arrêté doit être signé en 2024 pour répondre aux obligations de la directive IED. En application de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement, l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis.

Rédacteur	Vérificateur et approbateur
L'inspecteur de l'environnement	Le chef du pôle fonctionnel risques accidentels
François DONNY	Franck MARZORATI